



## Ateliers SNCF de Quatre Mares

*Mercredi 4 juin 2025*

### « TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette !

Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « *plan de retour à l'équilibre des finances* » qui « *demandera des efforts à tous les Français, sans exception* ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allégements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?

#### Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu » ...

#### Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce...

Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les

autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle les députés du PCF proposeront l'abrogation de la retraite à 64 ans. Une journée de mobilisation qui remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

#### Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement national, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « *pacte de confiance* » avec les chefs d'entreprise, de la « *TPE-PME au dirigeant du CAC 40* ».

#### Le 5 juin, et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, quelle que soit notre nationalité, du public et du privé. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour tous et toutes, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiteurs, des racistes et de leur monde.

## **Qui veut un poste honorifique ?**

De plus en plus dans les équipes, on nous propose de tenir des rôles en plus de notre travail habituel : correspondant sécurité, qualité, ou encore 5S...C'est avant tout des responsabilités qu'on veut nous donner pour trouver un responsable quand ça ne va pas. Et on devrait faire ça juste pour la gloire ? Il semblerait qu'aucune augmentation de salaire ne soit prévue pour accompagner ces nouvelles « responsabilités ». Tout ça pour ça...

## **Une bonne idée de chef**

On remarque que les DPX ont à cœur en ce moment de proposer des innovations managériales. Une charte d'équipe c'est du jamais vu. C'est sûr que c'est ça qui va nous faciliter le travail..., ça montre à quel point les chefs sont déconnectés de notre réalité. En tout cas belle initiative du DPX, qui va bien mériter ses 100 balles et un Mars pour avoir rappeler sur un tableau les horaires des équipes.

## **Une drôle d'équipe**

Du coup une des équipes du MR a le droit à un super tableau à son point 5', avec cette fameuse charte d'équipe qui nous rappelle notamment le port obligatoire des EPI. Pourtant les EPI on les porte déjà depuis longtemps, contrairement aux chefs d'ailleurs. Et pareil pour le respect des horaires... Faut-il qu'on leur fasse une demande d'explication ?

La meilleure c'est qu'avec la charte on doit venir travailler avec le sourire. Le sourire, on l'aura quand les chefs arrêteront de se creuser la tête pour nous fliquer et qu'on augmentera nos salaires.

## **Cabout en banqueroute**

Depuis quelques semaines, le cabout ne fournit plus d'EPI sans bon délivré par nos DPX. Une façon de plus de faire des économies de pacotilles en nous limitant l'accès à la sécurité. C'est plus rapide de nous faire signer une charte que de signer des bons de sortie.

## **Entraînement**

La semaine de grève du 5 au 8 mai a été une grosse semaine de lutte pour les cheminots. Mais entre le les Volontaires d'accompagnement Occasionnels (cadres et chefs volontaires pour remplacer les ASCT grévistes) et la stratégie en file indienne, la grève a été vite limitée. Et le trop faible nombre d'AG de piquets n'ont pas permis de compenser cela. Malgré ces difficultés, c'était une bonne semaine pour dire non à la direction et prendre la mesure de nos forces ! Beaucoup de nouvelles têtes ont pu faire part de leur colère et ce sera encore mieux la prochaine fois !

## **En grève le 5 juin !**

Les chiffres de la grève du mois derniers (75% des contrôleurs ont fait au moins une journée) ont bien démontré l'envie d'en découdre. L'appel de la CGT à

une journée interprofessionnelle le 5 juin peut nous permettre de réitérer tous ensemble (syndiqué CGT ou pas). Pour nos salaires, retraites et conditions de travail une journée ne suffira évidemment pas mais nous pouvons en faire une occasion d'exprimer notre volonté d'y aller vraiment et tous ensemble !

## **La direction en roue libre !**

Un droit d'alerte est en cours sur une série d'automotrices du parc TER AURA. En cause : une défectuosité des disques de freins qui peuvent casser en cours de route. Pourtant, la boîte continue de faire rouler la dizaine de rames concernées par le lot de disques fragiles. Égaux à eux-mêmes, nos patrons privilégient la production à la sécurité des agents et usagers !

## **Au CH du Rouvray, une lanceuse d'alerte mutée d'office**

On se souvient de la grève de la faim de plusieurs salariés du Rouvray en 2018, qui avaient voulu ainsi alerter sur la disparition inexorable des moyens alloués à l'hôpital public et notamment à la psychiatrie. Sept ans plus tard, c'est de nouveau la cata ! Plusieurs salariés ont alerté en vain pendant plusieurs mois la direction de l'hôpital sur la situation préoccupante de l'unité de pédopsychiatrie Rimbaud, qui accueille de jeunes enfants et qui est unique pour les deux départements du 76 et du 27... Finalement, après deux déclarations de Danger Grave et Imminent (DGI) par les agents, la direction a fermé le service, muté de force l'infirmière qui avait été la première à lancé l'alerte et dispatché les autres agents dans d'autres services. La santé mentale, une grande priorité nationale avait annoncé Macron...

## **Contre la répression, faisons face**

On ne dénombre plus les cas de répression de la part des patrons et de l'Etat visant des militants et des syndicalistes. Gardes à vue, placardisations, licenciements, jusqu'à la menace de dissolution d'organisations (comme dernièrement Urgence Palestine). Le 12 juin cinq postiers du 92 dont (Yann Le Merrer et Gaël Quirante tous deux licenciés pour leur activité syndicale) passent en procès et risquent jusqu'à 5 ans de prison pour s'être invités au siège de leur entreprise durant une grève. Pour empêcher la condamnation de nos camarades et un précédent qui pourrait être utilisé contre d'autres, un rassemblement contre la répression des militants se tiendra au moment du procès devant le tribunal de Paris, porte de Clichy.

*Si vous voulez lire plus d'informations sur ce sujet, et sur bien d'autres choses, vous pourrez vous procurer le dernier numéro de notre journal Révolutionnaires vendredi midi devant la cantine (prévoyez 2 €)*

*Une info à nous transmettre, une remarque :  
[nparouen.communigue@gmail.com](mailto:nparouen.communigue@gmail.com)*